

la Manche

à gauche

L'hebdo de la Fédération du PCF - numéro 21 - 6 avril 2023

« Hier vous n'étiez qu'une foule : vous êtes un peuple aujourd'hui ! »

Victor Hugo

Les 3 actus à ne pas manquer



La mobilisation se poursuit ce jeudi 6 avril

«Le monde du travail s'est une nouvelle fois mobilisé dans toute la France (...) pour le retrait de la réforme des retraites», a souligné l'intersyndicale dans un communiqué le 28 mars dernier. «Elle appelle à des rassemblements syndicaux de proximité (...) et à une nouvelle grande journée de grève et de manifestations.»

Retraite : que va dire le Conseil constitutionnel ?

Le chemin «antidémocratique» de la loi retraite se poursuit. Le 49-3 a précipité la loi vers le Conseil constitutionnel qui doit censurer ou non la loi, et se prononcer sur le référendum d'initiative partagée réclamé par 250 députés et sénateurs. Les «sages» rendront «leurs décisions vendredi 14 avril en fin de journée.»



Congrès une nouvelle secrétaire départementale élue

50 délégués représentaient les sections locales de la Manche le 25 mars. Le combat contre la réforme des retraites était à l'ordre du jour. Les congressistes ont également élu leur Secrétaire départementale : Nadège Plaineau, cherbourgeoise de 52 ans, prend le relai de Ralph Lejamtel qui occupait cette fonction jusqu'alors.

Le dessin de la semaine



L'édito

Continuons d'agir pour mettre encore plus de citoyens dans le mouvement social

Chaque semaine depuis le début de l'année, ce sont entre deux et trois millions et demi de manifestants qui, partout en France, expriment le rejet d'une réforme injuste qui va briser des vies : personne ne pense possible d'atteindre 64 ans au travail en bonne santé.

Chacun a en tête ses parents, ses grands parents, qui ont utilisé ces premières années de retraite pour profiter un peu de la vie. Ce sont ces meilleures années de retraite que le Gouvernement veut voler.

Que ce soit les profits du CAC40 qui débordent ou encore l'évasion fiscale qui prive l'Etat de dizaines de milliards d'euros chaque année, on voit bien qu'il y a des moyens pour financer nos retraites.

Amplifions la mobilisation !

Nadège Plaineau

Secrétaire départementale du PCF

Contre la loi retraite à 64 ans : retrait ou référendum

Pour Hubert Wulfranc (PCF), la parole doit revenir au peuple français !



Hubert Wulfranc, Député communiste de la 3e circonscription de Seine-Maritime lors de la séance des questions au Gouvernement le 28 mars dernier.

Le Député de gauche de Rouen a démarré sa question de manière singulière lors de la séance de mercredi dernier : «ça n'est pas une question au Gouvernement, le groupe communiste n'attend pas de réponse du gouvernement à cette interpellation», a-t-il

indiqué avant de poursuivre : «le Gouvernement refuse de répondre aux Français et au mouvement social».

Hubert Wulfranc préfère s'adresser directement aux Français qui refusent la réforme

que veut imposer le Président Macron avec la brutalité et l'intransigeance subie par la population en lutte : «cette interpellation s'adresse à nos concitoyens : désirez-vous un référendum sur les retraites pour sortir le pays de l'impasse ? Si oui, mobilisez-vous pour faire grandir cette exigence !», a conclu le parlementaire sous les applaudissements des élus des groupes de la NUPES.

Olivier Dussopt, Ministre de la réforme des retraites a, comme à son habitude, répété les éléments de langage gouvernementaux : «la réforme permet de préserver le système de retraite», a-t-il expliqué mollement, sans convaincre. «La seule réponse qui vaille, pour nous, désormais, c'est le vote des Français», lui a répondu le Député normand. Si 5 millions de Français cosignent avec les parlementaires la procédure de référendum d'initiative partagée, les Français pourront exprimer le rejet de la réforme dans les urnes.



“Un État à bout de souffle”

Quand la force publique ne sait que porter des coups, réprimer, éborgner, blesser; quand elle procède à des interpellations arbitraires, des gardes à vue à tour de bras dont celles de dizaines de lycéens mineurs ces derniers jours; quand l'usage de la violence devient institutionnel, c'est bien que l'État est incapable de répondre politiquement à un mouvement social majoritaire qui conteste la légitimité et le bien-fondé de sa réforme des retraites.

Quand l'État est à bout de force politique, qu'il n'emporte plus l'adhésion de sa population, il ne lui reste que la force policière. Quand l'État, dans sa forme jupitérienne, n'a plus que la matraque pour dénigrer un mouvement populaire, c'est bien qu'il est à court d'arguments.

La puissance policière contre la puissance des idées, la multiplication des bataillons de police contre la multiplication des cortèges de manifestants, toute cette mise en scène guerrière de l'ordre républicain orchestrée par le ministre de l'Intérieur résonne alors comme un **aveu de faiblesse politique. Les éborgnés, les blessés, les gardés à vue humiliés, ce sont des hommes et des femmes, en chair et en os. Ils sont la puissance populaire.** Derrière leurs blessures, c'est la démocratie qu'on éborgne.

Depuis qu'il est élu, Emmanuel Macron maltraite les corps intermédiaires, la population, la jeunesse, tous incapables, selon lui, de comprendre les bienfaits de sa réforme. Tout le monde ne sort pas de Polytechnique ou de HEC, pauvres de nous... En méprisant, violentant le corps social de la sorte, ce sont les corps tout court qui sont maltraités. **Si la démocratie trouve sa légitimité au Parlement, elle la trouve aussi dans le monde du travail,** dans le dialogue, la négociation et dans la rue. Ainsi va notre République. Alors, quand le gouvernement choisit de passer en force, qu'il a recours à la force publique, abrité derrière son usage réputé légitime, incapable d'emporter l'adhésion, c'est bien qu'il y a quelque chose de pourri en Macronie.

Marie-José Sirach

Dans l'Humanité du 30 mars 2023

La pêche artisanale sonne l'alarme

Les ports de pêche étaient à l'arrêt en début de semaine car les pêcheurs organisaient «une grève pour ne pas mourir». Pour le Député communiste Sébastien Jumel, «ce mouvement, parti de la base, rattrapé par les comités de pêche, doit aboutir à un profond changement pour donner un cap d'avenir à la pêche artisanale, une stratégie nationale. Il en va de notre souveraineté alimentaire», a-t-il insisté auprès du Gouvernement.

31

C'est, en pourcentage, la hausse du prix sur un an de la viande surgelée. Dans un article du journal «Le Parisien», on apprend que cette hausse est aussi de 27% sur le papier toilette ou encore 25% sur le lait. Une réalité constatée sur le ticket de caisse, bien loin des campagnes de communication sur le «trimestre anti-inflation» avec lequel le Gouvernement se donne bonne conscience à peu de frais.



@fabien_roussel
Secrétaire national du PCF

Macron ne peut plus recevoir le roi Charles, il ne peut plus aller au stade sans risquer de se faire huer, ils ne peuvent plus dissoudre car ils savent qu'ils vont se prendre une veste...

Ils ne peuvent plus gouverner !

La solution : le retrait de la réforme.

150 personnes à Cherbourg et 150 à Saint-Lô se sont réunis ce 30 mars contre la répression qui frappe les mobilisations sociales



Contre la réforme des retraites

- Je souhaite recevoir chaque semaine ce bulletin
- Je souhaite participer aux actions de la NUPES avec les communistes
- J'adhère au PCF

Nom : _____ Prénom : _____

Mail : _____ Téléphone : _____

Adresse postale : _____

Bulletin à renvoyer par courrier à PCF50 - 59, rue Montebello - 50100 Cherbourg en Cotentin ou par mail pcf50@orange.fr

la **Manche**
à gauche

Une publication éditée
chaque jeudi par le



Abonnement gratuit par mail :
pcf50@orange.fr